



Bonjour Staff, l'équipe de rédaction vous souhaite le meilleur pour 2020 ainsi qu'à vos proches et vous remercie pour votre confiance. Voici votre e-revue juridique hebdomadaire 100% profilée selon les secteurs suivants :

- Audiovisuel & Cinéma
- Presse & Edition
- Propriété intellectuelle
- Publicité & Marketing
- Numérique & E-commerce
- Image & Photographie
- Données personnelles
- Consommation & Consommateurs

Avec votre accès, vous bénéficiez des services Premium suivants : i) Licence de reproduction de 15 articles / mois sur tous vos supports ; ii) Questions / Réponses juridiques gratuites ; iii) Avocat ? votre référencement sur [Lexsider.com](https://www.lexsider.com) et mise en relation client gratuite.

Merci à tous nos abonnés, récents ou plus anciens qui nous suivent : Europacorp / ARTE TV / Lagardère Active / Groupe La Poste / INA / Ouest France / Vinted....

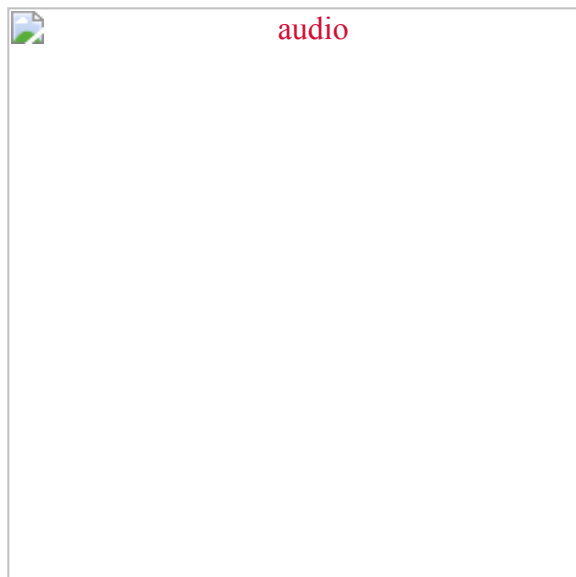
Bonne lecture. La Rédaction

Audiovisuel | Cinéma

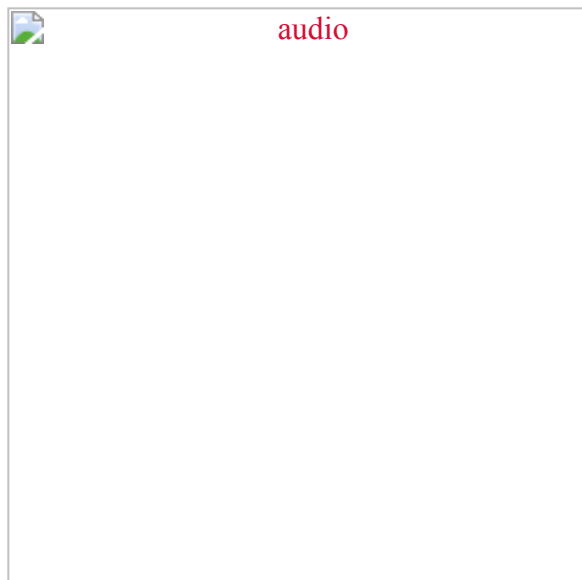
Rémunération du réalisateur de documentaires

La classification des documentaires par les sociétés de gestion collective (SCAM) est déterminante pour la rémunération du réalisateur. En effet, un documentaire classé par la SCAM dans la catégorie D « reportage » et non dans la catégorie A « documentaire unitaire et grand reportage unitaire », réduit la rémunération des droits d'auteur des réalisateurs de 35%. Comme illustré par cette affaire

Lire



Se porter caution d'un film d'animation



Se porter caution, auprès d'une banque, pour la production d'un film d'animation, ne laisse que peu de possibilités de contester son engagement. Toutefois, en cas de manquement de la banque à son obligation annuelle d'information, celle-ci est déchue de son droit au paiement des intérêts échus, ainsi que des pénalités ou intérêts de retard échus depuis la signature du contrat, et les paiements imputés en priorité sur le capital.

Lire

Retrait d'un contrat de coproduction

Il convient de parfaitement qualifier le rôle de chaque partie à un contrat de coproduction, l'usage du terme « en présence » est risqué dès lors qu'il ne qualifie en rien le rôle de la partie désignée.

Lire

 **Retrait d'un contrat de coproduction**

D8 condamnée pour atteinte à l'image d'une société



image

L'univers graphique des sociétés (charte graphique, nom commercial, conditionnements ...) est protégé en cas de risque de confusion entretenu par un tiers y compris lorsque ce tiers n'est pas un concurrent de la société.

Lire

Presse | Edition

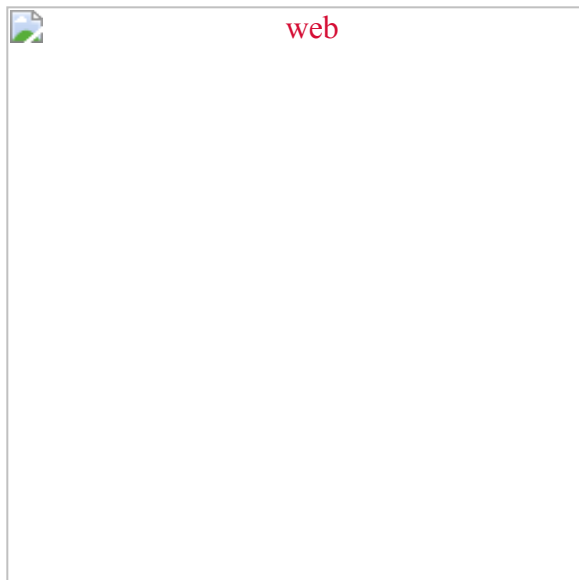
Communiqué de presse dénigrant en anglais : poursuivre en France ?

Oui, la juridiction française est compétente pour statuer sur un dénigrement par communiqué de presse rédigé en anglais.

Lire



Faire état de la condamnation d'un concurrent : légal ou non ?



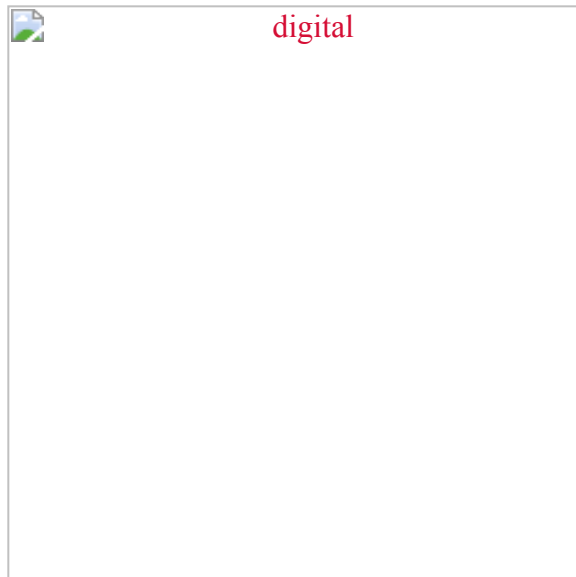
Oui, il est légal de publier la condamnation d'un concurrent dès lors que les termes de la publication sont formulés sans excès. Les décisions de justice étant publiques, elles peuvent faire l'objet d'une publicité.

Lire

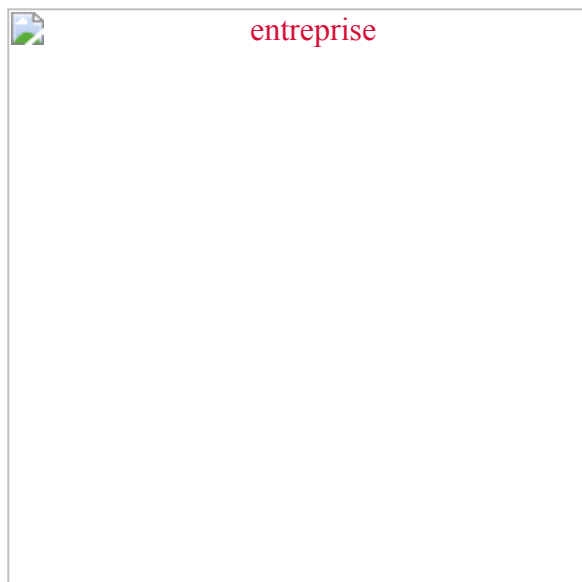
Insultes en ligne contre les personnes transgenres

Présenter les personnes transgenres comme des « vicieux » est une injure (et non une diffamation).

Lire



Diffamation entre sociétés en procès : la suppression d'écritures



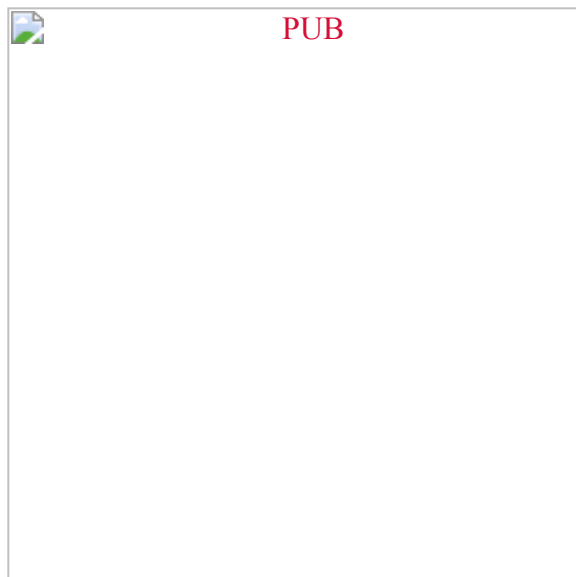
Dans le cadre d'un procès, les injures dans les écritures des sociétés peuvent être biffées. En effet, en vertu de l'article 24 du code de procédure civile, les parties sont tenues de garder en tout le respect dû à la justice. En l'espèce, les passages des conclusions d'une société soutenant que son cocontractant était l'auteur de mensonges, tentant de tromper la cour et de lui extorquer des fonds étaient diffamatoires et ont été supprimés.

Lire

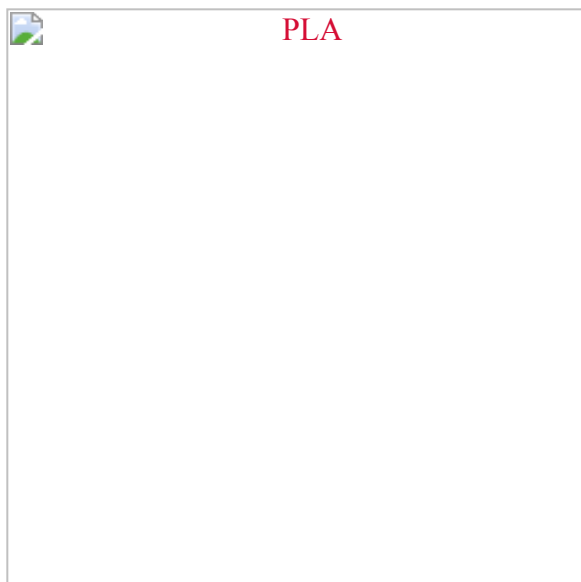
Propriété intellectuelle

Pouvoirs des agents de la HADOPI

Le Conseil d'Etat a soumis au Conseil constitutionnel, une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) sur le pouvoir des agents de la HADOPI. Atteinte à la vie privée Les trois derniers alinéas de l'article L. 331-21 du code de la propriété intellectuelle pourraient méconnaître le droit au respect de la vie privée, le droit à la protection des données à caractère ...

[Lire](#)

Cession des droits des groupes musicaux



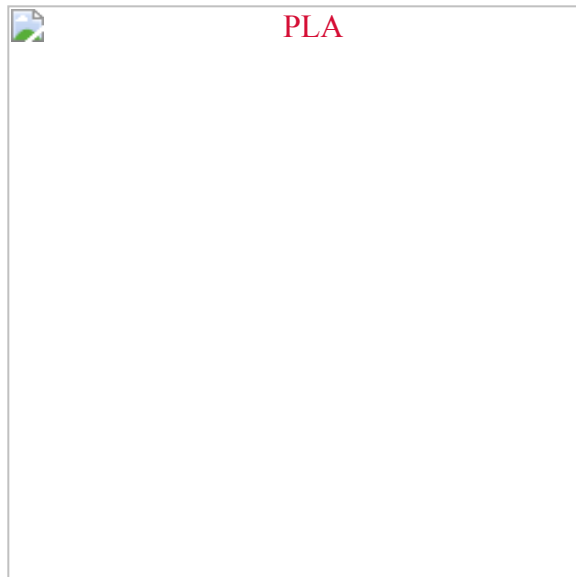
La promesse de porte-fort souscrite par le membre d'un groupe de musique et portant promesse qu'il obtiendra l'autorisation des autres membres du groupe de céder leurs droits, l'expose au paiement de dommages et intérêts et en cas de non réalisation de la promesse.

[Lire](#)

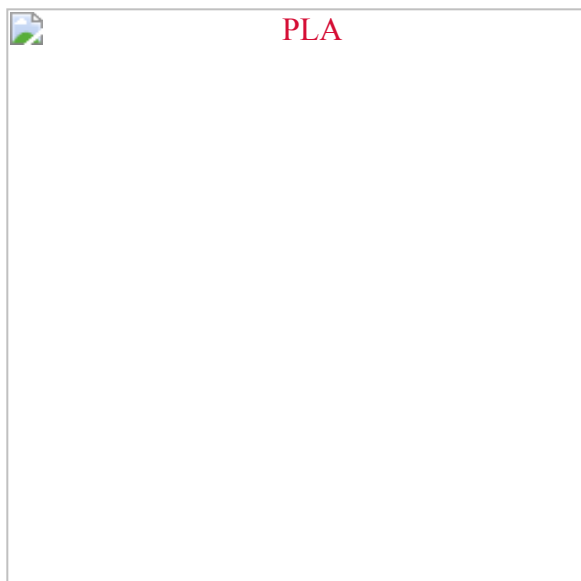
Protection juridique des jeux de hasard

La Française des jeux (FDJ) a obtenu la condamnation de la société Gifi pour imitation fautive de ses jeux Loto et Euromillions (50 000 euros de préjudice pour la FDJ). La FDJ gère le jeu du Loto en France. Elle est détenue à 72 % par l'Etat français et a le monopole

Lire



Parasitisme et propriété intellectuelle : le Tribunal de commerce compétent ?



Le tribunal de commerce est compétent pour connaître d'un litige en concurrence déloyale par confusion et parasitisme par reproduction d'éléments de propriété intellectuelle.

Lire

Publicité | Marketing

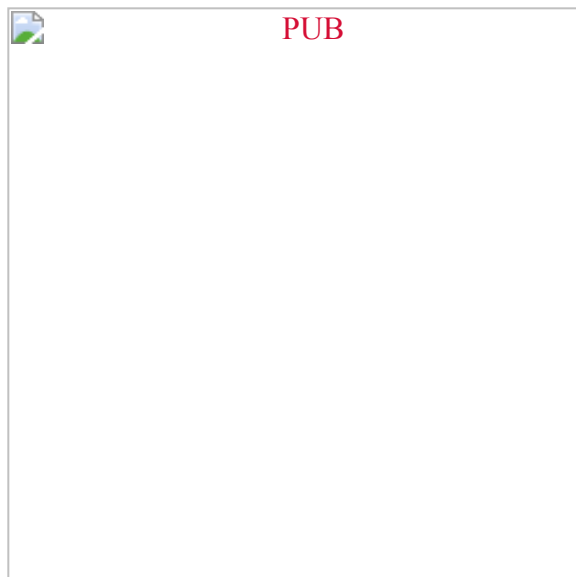
Se désengager d'un ordre d'insertion publicitaire

Thématique : Affichage publicitaire,

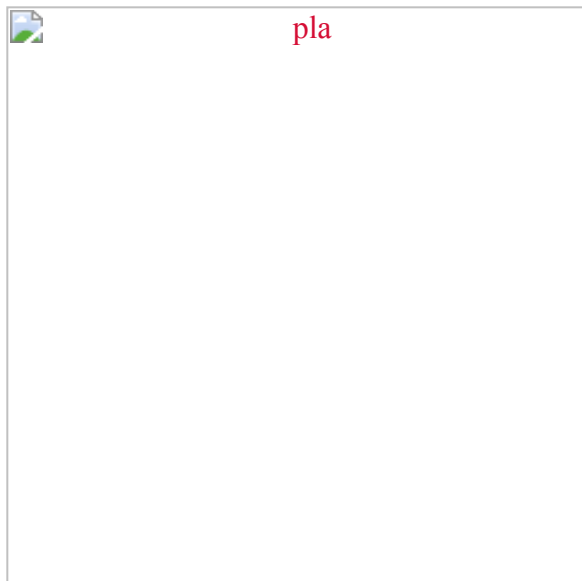
Publicité | Marketing

Pour se désengager d'un ordre d'insertion publicitaire, il ne suffit pas pour le gérant, de dénier la signature et les paraphes apposés sur le contrat. Cette astuce peut toutefois de permettre de gagner du temps. En cas de fraude, l'annonceur pourra, entre autres, être condamné pour résistance abusive.

Lire



Résilier un contrat d'affichage publicitaire



Thématique : Affichage publicitaire,

Publicité | Marketing

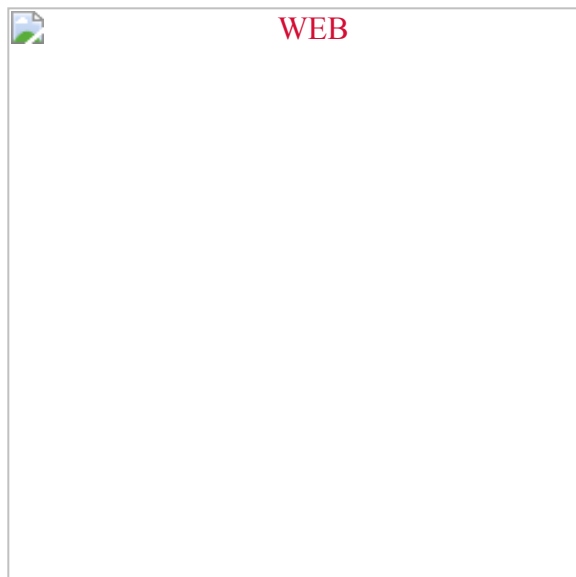
En cas de doute sur la nécessité de résilier un contrat d'affichage publicitaire, vous pouvez procéder à une résiliation à titre conservatoire. Cette dernière produira pleinement ses effets.

Lire

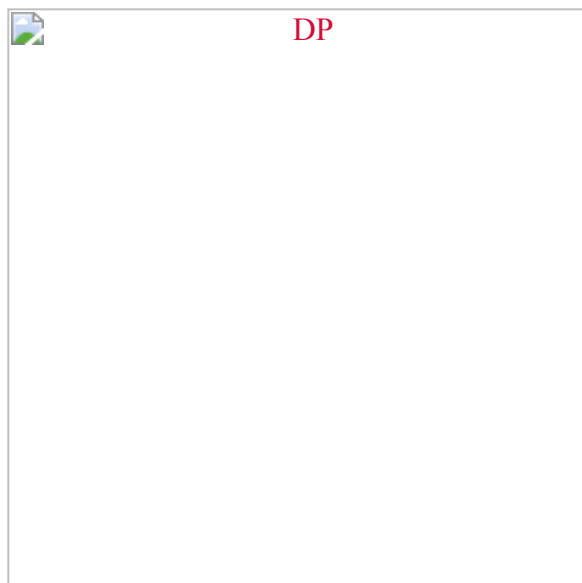
Publicité des médecins sur les réseaux sociaux

Thématique : Non classé, Publicité | Marketing, Publicité médicale
Tenter de développer une patientèle sur les réseaux sociaux par les médecins salariés et autres professions réglementées, peut être problématique, voir sanctionné par l'employeur et/ou le Conseil de l'ordre.

Lire



Publicité des tests génétiques : oui c'est illégal



Thématique : Publicité | Marketing
Les spots publicitaires de tests génétiques pratiqués par plusieurs entreprises situées à l'étranger sont illégaux en France.

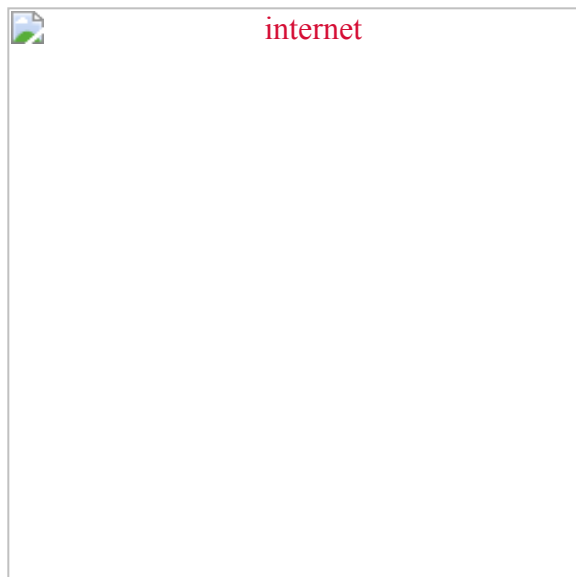
Lire

Numérique | E-commerce

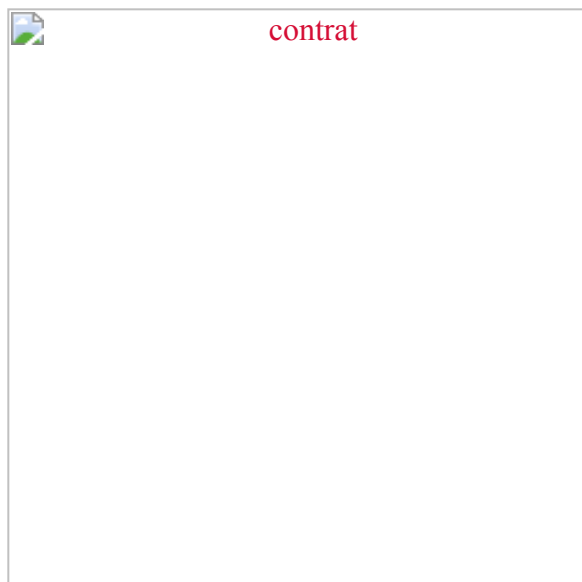
Contrefaçon en ligne : comment impliquer les FAI ?

Une opportunité importante s'ouvre aux titulaires de droits y compris en présence de contrefaçon de produits physiques (montres de luxe ...) : demander une injonction de blocage de noms de domaine des sites impliqués, opposable aux FAI.

Lire



Dénomination sociale, marque et nom de domaine



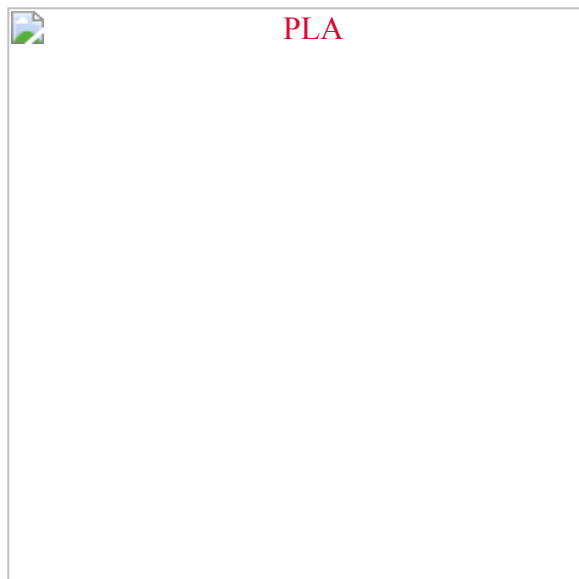
Votre dénomination sociale est protégée à titre autonome et peut être opposée pour demander la nullité d'une marque similaire déposée postérieurement.

Lire

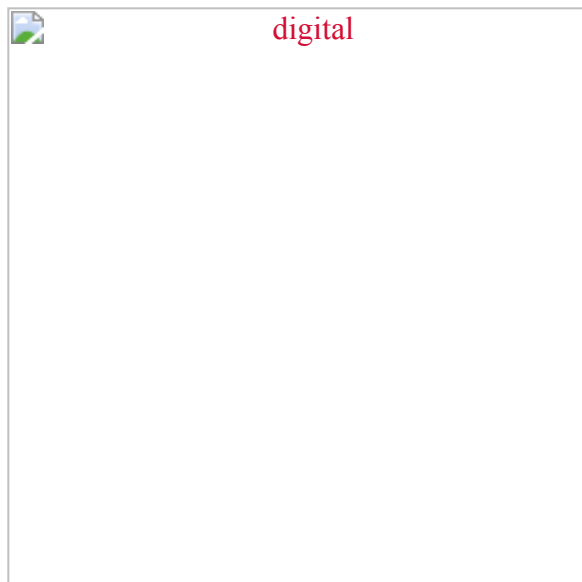
Site internet non finalisé : la résolution judiciaire possible

Lorsqu'un site internet commandé auprès d'un prestataire n'est pas finalisé et adapté aux besoins du client, ce dernier est en droit de demander la résolution du contrat. En cas de demande de réception forcée par le prestataire, il est vivement conseillé au client d'émettre des réserves sur la nécessité de finaliser le site (exemple : création du catalogue interactif, l'inadaptation d'un module ...

Lire



Divulgence volontaire d'informations sur Twitter



Divulguer volontairement des informations privées sur Twitter vous prive du droit de poursuivre un tiers pour atteinte à la vie privée.

Lire

Image | Photographie

Photographies de couverture de magazine : protection maximale

Y compris pour vos répondre à un appel d'offre, la mise en ligne d'une photographie protégée, même accessible par un cercle privé, peut emporter condamnation pour contrefaçon.

Lire



Propriété des photographies de compétitions



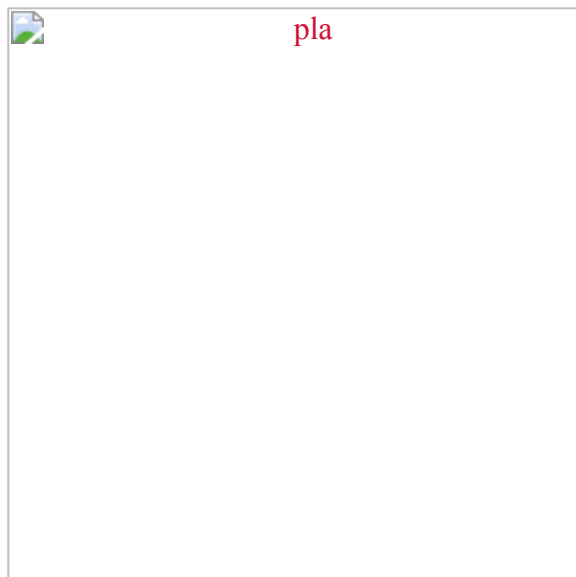
Selon l'article L. 333-1 du code du sport, les fédérations sportives, ainsi que les organisateurs de manifestations sportives mentionnés à l'article L. 331-5, sont propriétaires du droit d'exploitation des manifestations ou compétitions sportives qu'ils organisent

Lire

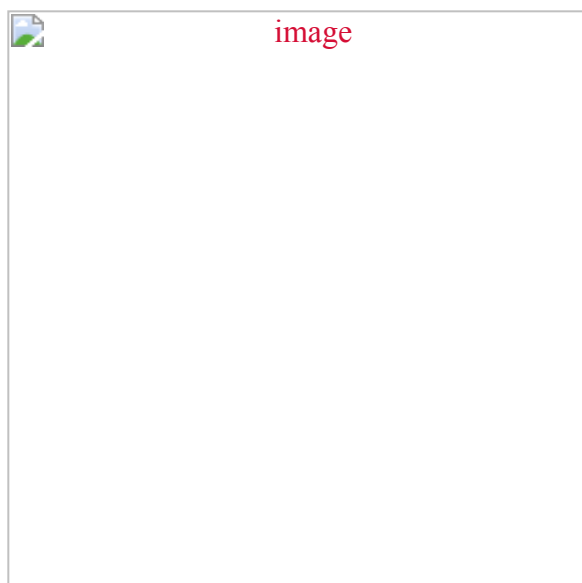
Photographies de compétitions : une protection bancaire

Le fait pour un photographe de capter des instantanés de compétitions relève plus du savoir-faire que de l'expression de sa personnalité (absence d'originalité des clichés).

Lire



Preuve des droits d'auteur du photographe



En matière de contrefaçon, le photographe a l'obligation d'établir qu'il est bien l'auteur des clichés argués de contrefaçon. La seule détention du négatif n'est pas suffisante pour attester du droit d'auteur, la remise de ceux-ci à des tiers n'ayant rien d'inhabituel de même que l'achat de photographies anciennes

Lire

Données personnelles | RGDP

Consommateurs | Consommation

Contrats à Télécharger



[Unsubscribe](#) | [Manage subscription](#)

ACTOBA | 4 rue Froissart 75003 PARIS 01.44.01.52.51

Questions / Réponses juridiques de la semaine